



Paris, le 20 septembre 2013

Accueil des contribuables : ÇA DEBORDE !

L'échéance de paiement de l'impôt sur le revenu du 16 septembre a été marquée par certaines interrogations portant sur la date de réception de l'avis d'imposition. Les hausses d'impôt ont été au cœur des enjeux et des préoccupations des contribuables comme en attestent les agents des finances publiques qui sont les témoins directs de la dégradation des conditions de vie de nos concitoyens, de l'impact de la crise et des conséquences des politiques fiscales des gouvernements successifs.

La fin de l'année est toujours une période de très forte activité pour les agents des finances publiques. C'est particulièrement vrai dans les services qui assurent la mission d'accueil des usagers. Ainsi, sur les plus de 32 millions de contacts annuels, plus de la moitié se concentrent à l'occasion des échéances de mi-septembre, mi-octobre et mi-novembre, échéances de paiement de l'impôt sur le revenu de la taxe foncière et de la taxe d'habitation).

Dans les services, l'inquiétude des agents est chaque année de plus en plus vive car, si les sollicitations des contribuables sont de plus en plus nombreuses, la tension augmente également, confirmée par une hausse du nombre d'incidents et la multiplication des agressions verbales voire physiques. Ceci procède des effets de la crise économique et sociale, générant un allongement des files d'attentes devant les services des Finances Publiques. Car cette dégradation de la situation est aussi la conséquence de la réduction continue des effectifs au sein des services de la Direction générale des finances publiques (DGFIP) et, par conséquent, d'une difficulté croissante à faire face à la charge de travail à l'accueil comme dans l'ensemble des postes et services).

Après 5 années d'une « RGPP » particulièrement destructrice, le gouvernement a estimé que la DGFIP n'était pas « prioritaire » : après la suppression de 2062 emplois à la DGFIP en 2013, il s'apprête à annoncer la disparition d'un volume équivalent d'emplois dans le cadre du budget 2014.

Les organisations syndicales Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques, FO DGFIP et CFDT Finances Publiques ne cessent d'alerter les pouvoirs publics sur la dégradation des conditions d'exercice des missions directement liée aux suppressions d'emplois et aux restrictions budgétaires à la DGFIP. Face à l'augmentation avérée de la charge de travail, elles exigent l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois, et l'augmentation des moyens financiers et matériels.